

# R W A N D A

## La revue hebdomadaire de la presse rwandaise

N° 482 du 12 au 18 juin 2011



### Les Points Focaux

Lire dans ce numéro

#### Editorial :

- Chicago Rwanda Day: Leçons d'un meeting sur fond de combat à mort de deux camps idéologiques

#### Politique :

- Une proposition de Scénario pour obliger le Pouvoir de Kigali à faire des concessions

#### Sécurité :

- Les généraux félons en possible alliance avec les FDLR; une menace sérieuse du régime Kagame

#### Economie :

- A nous la productivité : un poulailler hautement lucratif sur un espace restreint

#### Justice&Droits Humains :

- Mme Agathe Habyarimana et compagnie ; On tient à interdire la diffusion d'un documentaire
- Le procès de Victoire INGABIRE des FDU -Inkingi, une détention provisoire inutilement prolongée

## Éditorial

### Chicago Rwanda Day: Leçons d'un meeting sur fond de combat à mort des deux camps idéologiques

La fête rwandaise qui vient de se dérouler dans un hôtel de Chicago aura pris des allures de géant. D'une pierre (intéressement des investisseurs américains pour le gros, vaste et profitable marché de l'Afrique Centrale et Orientale), elle aura fait plusieurs coups dont celui de mesurer le niveau de perception du régime de Kigali et de son opposition politique par la diaspora rwandaise. Le régime de Kigali à la tête duquel Paul Kagame, président, a bien calculé son coup : montrer la faiblesse de la force de frappe de ceux qui s'érigent leaders de l'opposition. De petits milliers de participants à la fête rwandaise contre de petites dizaines de manifestants contre le régime de Paul Kagame et, d'après les informations paraissant sur le net, les manifestants dirigés par Paul RUSESABAGINA et Théogène RUDASINGWA, ont délibérément commis une erreur fondamentale. Ils brandissent les anciens emblèmes dont le drapeau national en vigueur sous les régimes des prédécesseurs de Kagame. Ils montraient, par là, que dans le fond, ils abhorrent tout du régime du Président Paul Kagame. Donc, impossible dialogue que l'opposition réclame tant ?

Au moment où les partis de l'opposition rwandaise jouent les détracteurs du régime croyant ainsi adopter des stratégies imparables pour démettre le régime en question, il est d'autres voix qui dénoncent les dérapages du régime Kagame qui avance avec ses pas de géant dans l'antre de l'ultra capitalisme américain. Parmi ces voix, il y a Human Rights Watch/HRW ou des agences onusiennes comme le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme. Cette HRW fait son ordinaire 'job' de dénonciation des abus de droits humains. Elle dénonce des abus, des violations des droits de l'homme que commet le régime de Kigali, lui qui n'a pas peur d'emprisonner des figures politiques qui veulent monter en politique par des voies détournées. Alors que ces associations militant pour les droits humains font leur travail correctement tout en invitant le régime à tempérer ses élans jusqu'aboutistes, leurs publications sont récupérées par l'opposition qui enfonce politiquement le régime de Kigali dont elle ne reconnaît pas la légitimité.

Véritables adversaires : deux idéologies opposées se menant une lutte à mort

Une situation politique passe inaperçue dans l'arène politique rwandaise avec ses ramifications internationales diverses. Il s'agit de deux idéologies qui se mènent une lutte à mort.

1. Le FPR tient fermement à jouer à fond l'idéologie du libéralisme économique qui s'allie à sa façon avec un multipartisme régulé. Il entend inviter les 'stakeholders' politiques. L'Opposition lui rétorque qu'elle est de droit 'shareholder'. Il se heurte donc contre une structure politique de l'opposition essentiellement hutue qui jette avec perfection et sans hâte les bases de sa lutte. Elle tient à ce que son mode de gouvernance ethnique revienne au pouvoir sur le modèle burundais de quotas ethniques.
2. Cette structure politique de la diaspora rwandaise a finement posé ses stratégies de lutte au point qu'elle a distribué des rôles et des secteurs d'activités. Il y a des leaders politiques qui ne font que cela. Ils sont appuyés par des leaders d'opinion œuvrant dans le domaine des droits de l'homme. On entendra les CLIIR/ Centre de Lutte contre les Injustices et l'impunité au Rwanda, d'un certain MATATA. Il y a aussi de fins rhétoriciens attaquant dans le domaine des lettres tournées vers le combat pour la victoire de la cause de la réintronisation du règne de la majorité. Ici Mr MUSABYIMANA, INYENYERI NEWS, JAMBONEWS et autres EDITIONS SOURCES DU NIL ... jouent excellemment le jeu. Leurs activités

intellectuelles dans le domaine de la publication épatent et attir ent l'opinion internationale. Il est aussi intéressant de voir comment tous ces différents pouvoirs - car être un leader d'opinion vous confère un ascendant social certain , donc un pouvoir sur des sujets - se jouent apparemment sans lien entre eux et pourtant la résultante étant une : créer des conditions propices de capture du pouvoir sous une forme de révolution sociale dans une sorte de réédition de celle de 1959.

3. Il est intéressant de voir comment cette opposition politique joue sur tous les fronts afin d'attirer l'attention de la communauté rwandaise intérieure en formant des structures politiques étagées et, subtilement invisibles ou non apparentes pour l'immédiat. De la communauté de base en passant par de gros ensembles de districts (lisez Rubrique Politique ci-après) jusqu'à l'échelle nationale où nous connaissons deux comités provisoires, l'Exécutif et celui de Coordination.

Il faut dire qu'une telle organisation d'un parti est le fruit d'un travail de longue haleine qui peut avoir commencé avec la période où la large composante principale de cette formation politique FDU s'appelait alors le RDR/Rassemblement Démocratique pour le Retour des Réfugiés à la tête duquel se trouvait l'imparable Victoire INGABIRE UMUHOZA qui subit les lois dures de la prison de Kigali.

Appréciez surtout l'organisation de cette formation politique qui lutte actuellement rien que pour la reconnaissance complète internationale avec ses idéologies rébarbatives de : 'la majorité doit gouverner', de 'Le Rwanda est actuellement dirigé par les envahisseurs venus d'Ouganda qui ont le sang sur les mains'... Ce procédé de rhétorique de transfert psychologique du poids du crime est très capital pour gagner sa lutte médiatique internationale et, ipso facto, le pouvoir. Toutes ses institutions de soutien de la diaspora concourent à cela. En effet, chaque domaine a sa propre contribution à verser dans la lutte. Tenez, et ils sont passés maîtres professionnels en la matière, les domaines cruciaux de média (Journaux online, Fora divers dont DHR/Democracy&Human Rights ou IWACU..., des sites permettant la publication online d'essais de sociologie politique ou militaire dont Editions Sources du Nil ou le blog MUSABYIMANA et autres, des instituts -associations faisant des compilations des dérapages dans le domaine des droits humains par le régime de Kigali et jouant des porte-voix, appelant à des manifestations, en faisant un tapage à casser les oreilles de la Communauté internationale... Ces FDU -Inkingi posent comme des leaders de cette opposition -là et de coordination dans le respect de l'indépendance de ses différentes sections.

Puis à l'intérieur du pays, l'organisation de cette formation FDU est profonde dans les communautés de base avec des liens étroits avec les MIRYANGO REMEZO de la sacrée Eglise Catholique. Certains prêtres trouveront même qu'ils peuvent troquer leurs soutanes et chasubles pour entrer dans la mêlée politique avec leur Website très négativement percutant dénommé LE PROPHETE.FR . Il ne vient pas aider le citoyen rwandais à avancer dans le domaine de la culture démocratique. Il vient attiser le feu entre Gouvernement et Opposition.

Le régime ultralibéral avec quelques accents militaires de Kagame se croit fondé d'activer les changements sociaux pour faire en sorte que le Rwandais puisse vaquer au travail producteur de biens et services économiques, qu'il n'ait pas le temps de paresser avec sa légendaire économie de subsistance. L'opposition bat en brèche ces efforts et ordres quasi militaires donnés aux paysans de changer de mode d'habitat et d'épouser le mode de regroupement en villages afin qu'il leur soit distribué eau potable et énergie électrique. L'opposition craint -elle la victoire du FPR qui aiguillonne le paysan à lorgner du côté des banques locales pour qu'il se fasse prêter de l'argent, chose qu'il n'a

jamais envisagé dans le passé ? Ici tout est question de jeu d'échecs où l'un ou l'autre joueur devra être éliminé, peut être complètement.

Soit le FPR, dans sa course quotidienne du pouvoir, devra -t-il mettre en place un observatoire national qui veille à ne pas commettre trop de violations de droits des citoyens et à contourner les pièges lui tendus par cette opposition coriace sur le plan médiatique international et sur le plan machiavéliquement organisationnel intérieur ;

Soit l'opposition, principalement les FDU, devra -t-elle faire un examen de conscience et relever que sa façon de faire la mobilisation dans les masses des citoyens rwandais doit s'articuler sur des idéologies positives leur donnant espoir d'une amélioration de la gestion de la société qui ne devra pas nécessairement être ultralibérale, donc profitable aux financiers et possesseurs des moyens de production. Toute autre idéologie et surtout celle -ci qui est facile, celle de la majorité ethnique qui doit régner, eh bien, elle relève de la pure propagande. Elle fait reculer de cent ans les peuples de la région. Les Burundi en font actuellement une expérience amère.

NDJ

**Veillez Passer vos publicités et communiqués sur cette page.**

Une Page pleine : 200.000 Frw ou 400 USD    Une demie page : 100.000 Frw ou 200 USD  
Un Quart de page : 50.000 Frw ou 100 USD    Un Huitième de page : 25.000 Frw ou 50 USD

Chef de Publication : NDAYISHIMIYE Jovin

Assisté de Révérend KIRUZI

Prix au numéro : USA \$ 10.00 ou l'équivalent en FRW    Abonnement annuel : USA \$ 500.00

Compte : Banque de Kigali N° 040 - 0043044-09 (FRW) ----- 040-02 02 127-12 (USD)

Adresse: BP 2938 Kigali/Rwanda

Pour tout contact, appelez au 078 844 7961 ou transmettez le message publicitaire à l'e-mail [lespointsfocaux@yahoo.fr](mailto:lespointsfocaux@yahoo.fr)

## Une proposition de Scénario pour obliger le Pouvoir de Kigali à faire des concessions

Sur le forum DHR du 19 juin, un juriste du nom d'Evode UWIZEYIMANA verse des pièces au débat sur l'état bloqué de l'espace démocratique au Rwanda. Il montre comment sera longue la lutte pour arracher au pouvoir de Kagame un consentement afin d'ouvrir l'espace politique rwandais aux partis de l'opposition. Le juriste, dans sa courte explication à son interlocuteur, montre que dans une lutte démocratique, la partie qui tient à gagner des concessions sur une autre doit comprendre le sens, l'objet et les circonstances politiques de la cause pour laquelle elle lutte. La partie qui tient à arracher des concessions à son adversaire doit savoir comment procéder et surtout ne pas avoir une vue imprécise du sens de la lutte, ce qui l'amènerait à poser des stratégies de lutte incorrectes ou inadaptées à la situation :

*« L'on est en présence de l'impuissance de l'opposition face à une dictature féroce. À la lumière de ce constat, la première étape serait la recherche d'un équilibre de terreur, puisque, l' **ikiraka** est de déroger une puissance de terreur. Deuxièmement, une fois la question de rapports de forces réglée, l'opposition constituerait dès lors, une menace, voire un danger grave et imminent « **imminent danger** » envers la dictature instaurée à Kigali. Troisièmement, à défaut de pouvoir toujours imposer sa volonté par la puissance militaire et par crainte de tout perdre, Kagame acceptera les négociations au cours desquelles toutes les questions d'ordre politique (Vérité et Réconciliation, partage du pouvoir, forces de sécurité, justice, etc....) seront discutées. Quatrièmement, la mise en place des institutions politiques de transition qui seront succédées par les élections, une fois toutes les conditions de sécurité et favorables aux élections seront réunies. À partir d'ici, tu peux déceler toi-même la place d'un système judiciaire fiable. »*

M. Evode UWIZEYIMANA veut assez d'objectivité dans la lutte contre le pouvoir dictatorial de Kigali. Il recommande aux forumistes qui lancent des désobligeances sur le net à l'encontre du régime de Kigali de démêler les sentiments d'amour blessé et insatisfactions d'avec le côté professionnalisme politique qui doit être froidement pensé :

*« Tout individu qui veut résoudre un problème donné doit circonscrire la question qu'il veut résoudre. Bref, identification du problème, ou du conflit. Pour le cas du Rwanda, le problème identifié est un problème politique. D'où la nécessité d'une solution politique et non judiciaire. C'est bizarre de constater une levée de boucliers pour réclamer Kagame, Kayumba ; qu'ils soient jugés car ils ont tué des nôtres. Allez donc organisez leurs procès. La justice exerce dans le cadre d'un système politique fiable. Ce système politique fiable, c'est bien lui qui doit se matérialiser avant toute chose et les autres réclamations de suivre. On crie à tue-tête que Kagame et Kayumba ont massacré les leurs ; pourtant, on a beau chercher là où ils ont déposé plainte, Nulle part ! »*

Dans la matière d'environnement démocratique, apparemment même les médias acquis à la cause du FPR reconnaissent un niveau qui laisse à désirer. C'est le cas de JEUNE AFRIQUE du 11 mai 11 :

*« Cette fourmière austère de dix millions d'âmes qu'est le petit Rwanda a pour chef un homme au visage émacié, dont la vie quotidienne est réglée comme une horloge suisse et qui rêve d'en faire un*



*Singapour africain: Paul Kagame, 53 ans, réélu en août 2010 pour ce qui devrait être son dernier septennat.*

*Cet ami du couple Clinton, de Tony Blair et de Bill Gates, chouchou du Forum de Davos, fan de Twitter et de Facebook, parvenu au pouvoir il y a dix-sept ans, après que le Rwanda des mille collines est devenu celui des mille fosses communes, n'a jamais fait preuve de mansuétude envers ceux qui entravent sa marche forcée sur la voie du progrès.*

*Envers les corrompus, mais aussi les opposants, promptement accusés de divisionnisme ethnique dans un pays où toute mention de l'appartenance aux communautés hutue ou tutsie est officiellement bannie, Paul Kagame peut se montrer impitoyable.*

*Résultat: des rapports d'ONG souvent très critiques quant au respect de la liberté d'expression et une impression d'unanimité parfois pesante. Le régime, lui, met en avant d'autres acquis, évidemment incontestables. Un taux de croissance de 8 %, une autosuffisance alimentaire désormais assurée et une attractivité certaine pour les investisseurs...*

*C'est dire aussi si l'on a parfois du mal à distinguer Paul Kagame le chef de l'État du PDG de Rwanda Inc. Ce dernier ayant décrété que son pays serait désormais anglophone – une directive appliquée à la lettre... »*

Des critiques des médias locaux à prendre avec beaucoup de sérieux

**«Au Rwanda, le pouvoir ne sert pas aux peuples»**, ainsi titre-t-il le journal UMUSINGI du 11-21 juin 11 qui fait exception à une certaine opinion selon laquelle les journaux paraissant à Kigali n'exposent pas suffisamment injustices et erreurs commises par le pouvoir en place au Rwanda. Il formule des critiques sur mode de gouvernance du pays par le pouvoir en place. Ce journal trouve qu'il faut revoir la façon dont les autorités à différentes instances sont élues. Il se révolte contre le fait que certains articles de la constitution sont amendés ou révisés sans consulter le peuple. Pour le journaliste, toutes ces raisons avancées attestent les tenants du pouvoir au Rwanda n'œuvrent pas pour le peuple rwandais :

*«... au Rwanda le pouvoir n'appartient ni n'œuvre pour le peuple. L'une des raisons attestant cela est que la plupart des autorités à différentes instances ne sont pas élues par les citoyens. Et si on analyse bien la façon dont ils remplissent leurs devoirs, on trouve sans doute qu'ils ne travaillent pas pour les peuples. Ainsi, on dit que les maires de districts sont élus par les peuples mais réellement ce n'est pas le cas. Ces maires de districts sont élus par les conseillers venus des secteurs. Ces conseillers sont dits des représentants de Rwandais alors que chaque Rwandais, âgé de 18 ans et plus, a le droit de se choisir le dirigeant. (...)*

*...les députés sont élus par l'intermédiaire des listes bloquées de leurs partis politiques. Ceci signifie qu'un député indésirable des citoyens peut réussir à s'asseoir au parlement grâce à son parti et non par ce que les citoyens l'auront voté ; ce qui contredit les principes de la démocratie. Et; c'est ici que le parti au pouvoir réussit à truquer ou à s'emparer de tous les sièges au Parlement.*

*Ce fait d'avoir les dirigeants non élus par les citoyens a pour conséquence que ces derniers ne servent pas les citoyens mais plutôt veillent -ils aux intérêts du pouvoir qui les aura aidés à occuper ces postes politiques. Remarquez dans ce sens comment le programme de mettre fin aux maisons en toit de chaume dit NYAKATSI, a été exécuté avec beaucoup de brutalités. Les autorités l'exécutaient pour faire plaisir au pouvoir et non pour les citoyens qu'ils servent....*

*Certaines lois devraient être révisées en vue de réaccorder aux peuples rwandais le véritable droit de se choisir les autorités et celui d'être associés dans la prise de décisions intéressant leur vie...»*

Cette même source, le journal UMUSINGI du 11 au 21 juin 11, poursuit ses critiques à l'endroit du pouvoir en place au Rwanda dans son autre dépêche intitulé “ **Au Rwanda, la démocratie est appliquée à l'envers**”. Dans cet article le journal montre que les autorités rwandaises ne sont pas psychologiquement libres, qu'ils travaillent sous les ordres d'une seule personne, le président de la république Paul Kagame. L'article insinue que le pouvoir appartient Paul Kagame et à lui seul. Selon ce journal tous les opposants au pouvoir ont été exclus de l'arène politique :

*« (...) dans leurs discours, les autorités rwandaises de différentes instances ne manquent pas de prononcer cette phrase : “comme le président de la république nous le demande...”*  
*Ces propos peuvent nous pousser à penser que toutes ces autorités travaillent sous la pression du Président de la République alors qu'ils devraient travailler librement. Un pays démocratique est caractérisé par l'existence de plusieurs partis politiques qu'ils soient de la majorité ou ceux de l'opposition... mais pour le cas du Rwanda, on peut affirmer qu'il n'y a même pas, en vue, l'odeur de la démocratie. Au cours de ces derniers jours, à l'approche des élections présidentielles, plusieurs politiciens ont commencé à critiquer le pouvoir en place mais comme le pouvoir n'était pas habitué à la diversité des opinions politiques, ces politiciens sont tous incarcérés. Ici je parle notamment de Me Bernard NTAGANDA, madame Victoire INGABIRE, Deo MUSHAYIDI, et autres. (...) Même si notre pays adopte la politique du multipartisme, la plupart des leaders de ces partis officiellement agréés ne sont pas indépendants. Ils sont habités par la peur et ils acceptent d'être sous contrôle du parti au pouvoir de crainte de se voir retirer le pain leur gracieusement offert par le pouvoir. Ceux qui se sont donné la liberté de critiquer le parti au pouvoir, le FPR, ont fui le pays. Les autres sont ou emprisonnés ou sont devenus des chômeurs. (...) le seul moyen de lutter contre les méfaits de la dictature est d'accorder place au dialogue avec l'opposition. Le pouvoir doit accepter la liberté de la presse et accepter d'être critiqué, que ça soit par la presse ou par les politiciens de l'opposition. Ceci aidera le pouvoir à être de plus en plus parfait. Il est donc question de ne pas ridiculiser cette presse ou cette opposition comme le pensent les autorités au pouvoir.»*

KiruziR

Les généraux félons en possible alliance avec les FDLR; une menace sérieuse du régime Kagame

Le terrain de prédilection ? L'Est de la RDC ! CONGO LIBRE du 15 juin 11 sous le titre "FDLR : Le jeu dangereux de "Joseph Kabila" , publie une nouvelle alarmante qui montre que les canons ne sont pas prêts à se taire au Rwanda et dans la région. Les FDLR/Forces Démocratiques de Libération du Rwanda risquent de voir leur étoile reluire avec les dissensions récentes entre le général-Président Paul KAGAME et les hauts gradés militaires en disgrâce, le général, le colonel et le major KAYUMBA NYAMWASA, Patrick KAREGEYA et Théogène RUDASINGWA, fondateurs principaux de RNC/Rwanda National Council. Le deal pour alléger ou désintégrer ce tandem FDLR et aile armée de RNC est passé au Président congolais Joseph KABILA d'après le journal :

*« A la demande du président rwandais Paul Kagame, «Joseph Kabila» a entamé des pourparlers avec les leaders Hutu des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). A l'ordre du jour, le transfert des combattants de ce mouvement des environs de Walikale -Masisi au Kivu vers la province du Maniema. But : éloigner ces opposants armés des frontières de leur pays, le Rwanda. Des «négociations» sont en cours entre les dirigeants des FDLR et le «gouvernement congolais», représenté par ...un officier belge nommé Jean -Pierre Breyne. Ancien des services des renseignements militaires (SGR), Breyne a travaillé au «Bureau Afrique» du ministère belge de la Défense à l'époque du PS André Flahaut. On trouve également son nom parmi les personnes auditionnées, à huis clos, en 2001, par la "Commission Grands Lacs" du Sénat belge. Selon le site [www.afroamerica.net](http://www.afroamerica.net), la délocalisation des FDLR procéderait de la crainte du régime de Kigali de voir les miliciens hutus s'allier aux généraux dissidents Patrick Karegeya et Faustin Kayumba Nyamwasa.*

*Joseph Kabila travaille-t-il au service de la sécurité nationale du Rwanda...au Congo? Le président sortant congolais semble avoir engagé le redoutable pari de défier l'opinion congolaise en tombant le «masque» derrière lequel il dissimulait, depuis une décennie, son passé d'ancien sous-officier de l'Armée patriotique rwandaise (APR). Peuple dénué de capacité d'indignation, les Congolais regardent et laissent faire.*

*A quelques mois de la tenue des élections générales en RD Congo, "Joseph" a fait entamer des négociations avec les miliciens des FDLR en vue d'obtenir leur «délocalisation» dans la province du Maniema. Loin des frontières du Rwanda. Au lieu d'exiger à son homologue rwandais Paul Kagame d'encourager le retour de ses concitoyens réfugiés en RD Congo, «Kabila» préfère endiguer le conflit rwando-rwandais sur le sol congolais. Une manière d'étendre les violences déplorées jusqu'ici dans les régions du Kivu ... »*

Ce journal rapporte des faits précis accompagnés de déclarations des autorités belges. Il ne manque pas de souligner au passage que M. Flahaut, le vice président du Sénat belge, pour avoir récemment organisé et participé à la conférence des Parlementaires de la CEPGL qui a eu lieu à Kigali, a fait escale et rencontré Joseph KABILA à Kinshasa :

*«Interrogé par «HBVL», André Flahaut qui n'a jamais fait mystère de sa "kabilophilie" dit ne rien savoir des activités de son ancien collaborateur Jean -Pierre Breyne. Celui-ci abonde dans le même*



sens. L'ancien officier admet néanmoins connaître «relativement bien» le président congolais et d'avoir amorcé, à sa demande, des pourparlers avec les FDLR. Les deux parties seraient, selon lui, sur le point «de conclure un accord». A en croire Breyne, les négociations ont lieu à Ntoto dans le Nord Kivu. Les parties devraient aborder bientôt la question relative au site où les miliciens devraient être installés. Selon HBVL, le ministère belge des Affaires étrangères aurait pris ses distances par rapport au «travail» effectué par Breyne : «Nous sommes au courant des activités de Breyne qui agit sur la demande du président Kabila et pas de la Belgique». Selon la même source, mi-mars, le régime congolais et les FDLR ont signé un «préaccord» portant sur le transfert au Maniema d'un premier groupe de 1500 miliciens. Il resterait 3000 miliciens dans les deux provinces du Kivu prêts à respecter une trêve...

Sur le même sujet, dans un article mis en ligne le 2 avril dernier, le site [www.afroamerica.net](http://www.afroamerica.net) qui cite des sources proches de la Mission onusienne au Congo (Monusco), précise que les négociations menées par Jean-Pierre Breyne vise à déménager le "quartier général" des FDLR des environs de Walikale-Masisi vers la province du Maniema. Et ce «en contrepartie d'une importante somme d'argent et autres avantages matériels». Autrement dit, les FDLR, représentées par le général Gaston Iyamuremye aka Ramuri, posent des conditions à la partie congolaise. Outre Breyne, celle-ci est composée de Jean-Luc Kuye Ndong, président de la Commission vérité et réconciliation, et de Père Minani »

Ce journal CONGO LIBRE semble disposer d'informations parcellaires qui décrivent une diplomatie silencieuse partant de l'axe Kinshasa -Rome avec les Accords de San Egidio et Kinshasa -Kigali-Bruxelles :

« ( De par ces négociations avec les FDLR), le gouvernement congolais entend «relancer» l'Accord de Rome signé en 2005 entre la RD Congo et les FDLR. Cette convention donnait aux réfugiés hutus le choix entre «l'installation définitive» dans une des régions congolaises ou le «rapatriement volontaire» au Rwanda. Les autorités de Kinshasa escomptent également obtenir l'arrêt des attaques des FDLR et le désarmement des "délocalisés".

Les dirigeants des FDLR, eux, posent au gouvernement congolais trois conditions majeures. Primo : procéder au versement d'un montant oscillant entre 250 000 et un million US \$ promis à Rome en 2005. Secundo : convaincre le régime de Kigali d'engager des "négociations directes" avec la milice hutue et enfin : arrêter toute attaque contre les miliciens. «Les observateurs, commente ce site, restent sceptiques, quant à l'aboutissement de ces négociations". Des négociations, il est vrai, engagées à l'initiative du gouvernement de Kigali qui redoute de voir les FDLR faire jonction avec les généraux dissidents Kayumba Nyamwasa et Patrick Karegeya». Selon cette source, le gouvernement rwandais attend du gouvernement congolais non seulement le transfert mais aussi le désarmement des FDLR après leur installation au Maniema. «Après le désarmement, Kigali caresse le rêve secret d'anéantir les miliciens désarmés », ajoute la même source. Le Belge Jean -Pierre Breyne s'est rendu, en avril dernier, à Kigali. But : convaincre le gouvernement rwandais d'accepter les conditions posées «s'il veut anéantir les FDLR».

Un journal de l'opposition INYENYERINEWS du 17 juin 11 a sa façon de comprendre une situation de haute poudrière qui prévaut dans cet Est de la RDC avec de possibles retombées sur

l'ensemble de la région et surtout le Rwanda. Ce journal tourne sa plume sur une idée feutrée de possible confrontation :

*« Il est parvenu à INYENYERINEWS des informations de source sûre faisant état de la mise en liberté de 4 jours du général Laurent NKUNDA en détention au Rwanda depuis 2 ans pour qu'il aide les siens à quitter les forêts. Ces informations disent qu'après que les troupes qui étaient fidèles au général aient refusé de se prêter au commandement du général NTAGANDA qui est en étroite collaboration avec Kigali et qu'elles aient pris le chemin de la rébellion, les troupes rwandaises ont continué à les combattre. Ces dernières ayant constaté qu'elles perdaient beaucoup d'hommes, elles ont décidé de recourir aux services du Général Laurent NKUNDA. C'est dans cet ordre d'idées que l'Armée Rwandaise a choisi de le remettre en liberté pour voir s'il peut ramener ses hommes qui sont déjà entrés dans les forêts et qui, de nos jours, avaient commencé à collaborer avec d'autres groupes armés luttant contre le régime de Kabila... Il se dit aussi que le Rwanda a des inquiétudes de voir le Général KAYUMBA NYAMWASA et le Colonel Patrick KAREGEYA récupérer ces troupes même s'il n'y a pas de preuve que ces hommes collaborent avec elles... »*

*Depuis qu'il a été mis en liberté, il lui a été demandé de téléphoner au Lt Col. Charles RUSINGIZA qui a succédé au Col. NSENGIYUMVA qui a été tué et il lui a demandé de quitter les forêts pour qu'il soit définitivement libre. Ce dernier lui aurait ouvertement répondu par la négative.... »*

*D'autres informations qui parviennent au journal disent qu'après que les troupes rwandaises aient échoué à déloger ces troupes, une délégation du gouvernement congolais dirigée par le Président du Parlement provincial du Kivu BARIYANGA RUTUYE et l'ancien Gouverneur du Nord Kivu et actuel Directeur de la SNEL/Société Nationale d'Electricité M. NGAYABASEKA SERUFULI est allé à la rencontre des troupes du Lieutenant Colonel pour les prier de rejoindre les troupes gouvernementales... »*

A force de recouper diverses sources d'information telles que rapportées dans des médias variés, on arrive à comprendre que les ambitieux politiques rwandais ont du mal à enfourcher l'arme du dialogue et de la négociation. Ils restent par trop convaincus qu'ils doivent user de la conviction du bâton à feu. AFROAMERICAN NETWORK du 21 avril 11 rapportait alors que le danger des anciens bras droits de Kagame est plus terrifiant que bien d'autres. Le Général KAYUMBA NYAMWASA est dans tous les coups fourrés. Il est fort et veut se faire reconnaître internationalement tout en jouant avec les mouvements armés pour se confirmer sur l'échiquier tant régional qu'international. AFROAMERICAN NETWORK, sous le titre : **“Un officier rebelle rwandais en connexion avec le Général KAYUMBA NYAMWASA dépose les armes”**, rapporte que Kigali fait tous les efforts pour lui couper l'herbe sous les yeux :

*« Une source proche de la MONUSCO/RUTSCHURU a informé AFROAMERICA NETWORK qu'un colonel rebelle du nom de Wenceslas NIZEYIMANA s'est rendu à la MONUSCO et qu'il a pris la route pour le Rwanda. Il s'est rendu après que les troupes rwandaises qui, au cours du mois dernier, ont passé la frontière congolaise en grand nombre et combattent depuis les troupes qui ont déserté les rangs du CNDP/Congrès National pour la Défense du Peuple en territoire de RUTSCHURU. Les troupes rwandaises ont traversé la frontière en Mars 11. Selon les sources, la mission secrète des troupes rwandaises est de faire la chasse des déserteurs du CNDP suspectés de liaison avec le général exilé KAYUMBA NYAMWASA. Les troupes rwandaises ont aussi pour mission de prévenir*

*tout lien entre KAYUMBA NYAMWASA et les FDLR ou les RUD-Urunana/Ralliement pour l'Unité et la Démocratie basées dans l'Est de la RDC.*

*Le Colonel Wenceslas NIZEYIMANA alias KIT a été auparavant un porte -parole des FDLR base à Kampala. Emprisonné en 2006 à Kampala, il a été remis en liberté par les bons soins de l'aile armée de RUD-Urunana dénommée Armée Nationale IMBONEZA qu'il a rejoint. Il en a été expulsé en 2010 pour des raisons inexplicables. Il a été chassé des rangs de RUD en compagnie de 10 autres et leurs familles.*

*Il a alors rejoint un autre groupe armé dirigé par un certain Colonel GAHEZA, lui aussi chassé des rangs de RUD Urunana en 2008 et du Colonel SOK renvoyé des FDLR -FOCA durant 2006. Ces deux colonels ont été accusés par le gouvernement rwandais d'être de mèche avec le Général dissident KAYUMBA NYAMWASA... »*

NDJ

A nous la productivité : un poulailler hautement lucratif sur un espace restreint

Attendez voir de petits miracles économiques qui surgiront dans les campagnes rwandaises au cas où ce projet d'électrification des ménages ruraux était poussé à sa réussite. THE NEWTIMES du 16 juin montre un jeune fermier visité par le Premier ministre Bernard MAKUZA :

*« Le Premier ministre Bernard MAKUZA a fait hier le tour du district de RULINDO où il a visité divers projets de développement et a pu discuter avec la population locale. Ce District est parmi les districts les plus performants dans le pays. Il a été élu pour être plus attractif des investissements que les autres, la Ville de Kigali mise à part.*

*“Il y a des projets qui ont cours dans ce district et qui ont changé la vie des citoyens. Observez les changements réalisés dans le secteur de l'Education. Ils sont encourageants. Maintenant, tous les enfants du district vont à l'école”, a dit le Premier ministre. “*

*(...) Au début de son tour dans le district, MAKUZA a d'abord visité un poulailler et une étable appartenant respectivement à JMV NGIRUWONSANGA et Théophile MUSHIMIMANA avant d'arpenter les terrasses radicales de blé de la région. NGIRUWONSANGA, un ancien militaire démobilisé a commencé son affaire en 1999 avec 200,000 Frs (364\$). Maintenant, il gère un poulailler de quelques 80 millions de Frw (environs 160.000 \$). Il a commencé avec 500 poussins, il gère la production de 8.000 pondeuses... »*

Entretemps, il est question pour les responsables politiques rwandais de se plier aux lois américaines interdisant d'acheter ou de commercialiser 'les minerais du conflit' congolais. L'agence chinoise XINHUA du 14 juin rapporte :

*« ... "Plus d'importation de minéraux illégaux au Rwanda. Nous nous attachons aux principes que nous avons fixés pour renforcer l'industrie minière au Rwanda" , a déclaré le Dr BIRYABAREMA, Directeur de l'Office Rwandais de la Géologie et des Mines . Il a déclaré à Xinhua que tous les minerais importés de RDC ne seront jamais autorisés dans le pays.*

*Il a ajouté que tous les minerais du Rwanda seront certifiés avant exportation.*

*Le mois dernier, seulement plus de deux tonnes de minerais illégaux ont été confisqués par les douanes rwandaises au passage de Gisenyi qui sépare le Rwanda du Congo. Il s'agissait de Coltan, Wolfram et d'étain.*

*D'après l'OGMR, le procédé de certification est réalisé par l'OGMR et l'Institut fédéral allemand des sciences géophysiques et des ressources naturelles (BGR) qui a accepté de signer un programme de coopération technique pour renforcer la compétitivité du secteur minéral rwandais en développant de meilleures pratiques et en améliorant la transparence ... »*

KiruziR.

Mme Agathe Habyarimana et compagnie ; On tient à interdire la diffusion d'un documentaire

La justice française interdira-t-elle la diffusion d'un documentaire montrant comment elle est incapable de poursuivre des présumés auteurs de crimes de génocide contre les BaTutsi rwandais de 1994 ? SURVIE du 12 juin 11 tente de réveiller ce géant pouvoir judiciaire français qui a du mal à...

*« Survie relaie ce communiqué de presse du CPR (Collectif de s Parties Civiles pour le Rwanda) du 12 juin 2011, qui informe de la volonté de censure par l'ancienne première dame du Rwanda du documentaire de France 2 sur les présumés génocidaires présents en France. Nous partageons toute l'indignation du CPR, les citoyens français ont le droit de savoir ce qu'il s'est passé en 1994 au Rwanda.*

*Etrange destin réservé au documentaire de Manolo D'ARTHUIS (Tony Comiti Productions) intitulé : 'Génocide au Rwanda : des tueurs parmi nous ? ' dans la série La Grande Traque.*

*Programmé sur France 2 le 31 mai dernier, ce documentaire de 70 mn consacré à la poursuite des présumés génocidaires rwandais présents sur le sol français s'est vu voler la vedette par l'arrestation de Mladic. La diffusion du film de Manolo D'ARTHUIS, initialement fixée au 31 mai, a été reprogrammée pour le mardi 28 juin. Mais il est des personnes qui ne l'entendent pas de cette oreille. Agathe KANZIGA HABYARIMANA, une des « acteurs » du documentaire, par l'entremise de son avocat, a déposé un référé auprès du Tribunal de Paris pour en faire interdire la programmation. Non contente d'être la sans papiers la plus célèbre de France, sous le coup d'une demande d'extradition qui sera examinée le 29 juin, madame KANZIGA ne cesse de faire parler d'elle. Sa demande sera examinée le 20 juin et nous espérons fortement, en nous appuyant sur la jurisprudence en la matière, qu'elle sera rejetée. Un autre « acteur » du documentaire, Marcel BIVUGABAGAGO, ex lieutenant colonel des Forces Armées Rwandaises, Toulousain d'adoption, a à son tour saisi la justice, avec la même intention que l'ex première dame du Rwanda. Accueillis avec beaucoup de complaisance dans notre pays, accusés d'avoir participé au dernier génocide du XXème siècle, au lieu de se contenter de vivre dans la discrétion pour se faire oublier, voilà que nos hôtes quelque peu encombrants saisissent à leur tour la justice ... »*

Le procès de Victoire INGABIRE des FDU -Inkingi, une détention provisoire inutilement prolongée

La justice rwandaise a du mal à se désolidariser des sentiments populaires surtout pour ce qui est de la femme politicienne Victoire INGABIRE, présidente des Forces Démocratiques Unifiées -Inkingi. Cette dame, confiante des promesses de protection des chancelleries occidentales lui faites avant son débarquement à Kigali en février 2010, elle est tombée dans un environnement social qu'elle croyait assez ouverte aux critiques les plus radicales et à briser avec fracas le tabou qui tourne autour des morts victimes du génocide des Tutsi de 1994 pour réclamer un traitement équitable avec les morts hutus. Cette déclaration considérée par l'opinion rwandaise comme un très grave délit d'opinion est



plutôt une erreur stratégique capitale que la jeune politicienne aura commise à peine aura -t-elle débarqué dans son pays natal, après 17 ans d'absence.

Elle n'aura pas pris assez de temps d'être briefée par ses partisans locaux sur l'environnement social, sur l'échelle des valeurs et sur le tempo de la classe politique qui, la plupart d'entre elle, n'a pas encore oublié les pratiques expéditives militaires de la guérilla encore fraîche dans sa mémoire. Cette classe politique qui règne va aller vite en besogne comme à son habitude. Elle ne laisse pas l'opinion publique et ses leaders sanctionner cette dame par des manifestations de protestation contre une politicienne qui manque de pudeur, une impulsive qui a oublié que les politiciens doivent se draper de la finesse.

La classe politique au pouvoir a-t-elle décidé qu'elle doit visiter le passé de cette dame qui héritera de la formation de la Coalition de ses FDU sur instigation de la France officielle « pour mieux aider une opposition hutue unie à combattre le régime (tutsi) du FPR de Kigali » ? Toujours est-il que la dame au moment de son discours funeste au Mé morial de GISOZI oubliera qu'aux cérémonies de formation de la coalition FDU, elle déclarera que la forte opposition alors formée « fera tout pour déposer le pouvoir dictatorial de Kagame par toutes les voies y compris par la force en s'alliant aux FDLR ».

Dans tous les cas, les circonstances sombres de naissance ou de confirmation politique de cette dame ne donne pas carte blanche au pouvoir de Kigali de commettre des erreurs de procédure judiciaire et de flagrantes violations de ses droits politiques. Un pouvoir judiciaire se respecte de par sa conformité aux procédures pour lesquelles on doit dépassionner toute démarche allant dans ce sens et savoir comment agir de façon mûrement réfléchie pour tenir l'étoile politique d'un politicien négatif. Le Rwanda politique a, avec Jean Marie et Marinne LEPEN, le père et la fille racistes du Front National, un modèle français à comprendre comment battre en brèche un adversaire antisocial et négativiste.

IGITONDO.COM du 17 juin traite du cas de cette jeune dame politicienne Victoire INGABIRE qui subit injustement des détentions provisoires prolongées indéfinies comme quoi si elle était remise en liberté les enquêtes ne continueraient pas et que le régime montrerait une image de respect des droits politiques accueillante :

*« La dirigeante du parti FDU/Forces Démocratiques Unifiées non encore officiellement agréé a comparu devant la Haute Cour de la République pour qu'elle fournisse des explications de l'appel qu'elle a interjeté après que le Tribunal de base de GASABO ait pris la décision de prolonger sa détention provisoire de 30 jours... »*

*Elle a déclaré devant le juge qu'il est constatable que le Ministère Public n'a pas encore rassemblé les preuves de sa culpabilité, que pour ce faire, elle trouve qu'elle peut être lib érée pendant que le Parquet de la République continuera son investigation.*

*Le Parquet trouve quant à lui que cette politicienne doit rester en détention de peur d'entraver le cours de l'investigation. Le Procureur Bonaventure RUBERWA a dit à la Cour que la loi permet au Parquet le droit de demander la détention préventive de tout suspect criminel au moment où les enquêtes continuent.*

*Ce procureur a profité de déclarer à la Cour que INGABIRE (Victoire UMUHOZA) veut prendre son procès comme exceptionnel ou qu'il doit se dérouler différemment des autres. Pour elle, il est*

*normal que le Procès prenne assez de temps. Par conséquent, a-t-il dit, INGABIRE ne doit pas politiser ce procès.*

*Jusqu'à ce jour, certains pays n'ont pas encore fourni les pièces d'informations requises par le Parquet de Kigali, des pièces concernant le procès en question. Au nombre de ces pays, la Suisse et la Hollande... »*

Coopération judiciaire entre pays ou pas, l'opposition saura jouer sur les sentiments humains des groupes de pression. VALEURS ACTUELLES du 16 juin ne manquera pas de montrer une France officielle qui ne souffle mot aux souffrances de cette dame alors qu'elle a reçu de cette France et autres puissances européennes, la ferme promesse de la soutenir dans sa quête du pouvoir avec les présidentielles d'Août 2010 auxquelles elle devisait fermement de participer :

*« En janvier 2010, elle décidait de revenir à Kigali pour « libérer le pays de l'emprise autoritaire et militaro-sectaire du FPR », le parti de Paul Kagame, président au pouvoir depuis 1994. Jetée en prison de façon arbitraire le 14 octobre 2010, d'abord mise au cachot dans des conditions déplorable, elle n'a pas pu recevoir la visite de son mari ni de ses trois enfants. Dans ce pays où les autorités continuent d'accuser des responsables français de "complicité avec le génocide de 1994", Victoire est une opposante politique que Kigali voudrait faire taire définitivement. »*

Le journal en question publie une interview lui offerte par un certain Dr Emmanuel MWISENEZA, l'un des responsables des FDU qui n'ont pas eu l'audace de combattre leur égo et d'accompagner cette dame qui a dû chercher en vain un conseiller dans un autre univers rwandais parfaitement différent en mentalité et en psychologie de celui qu'elle avait quitté 17 ans plutôt. Le docteur va-t-il déverser les chaudes larmes de croco ?

*« Victoire est une prisonnière politique et le pouvoir essaie de justifier son incarcération par des motifs criminels : terrorisme, atteinte à la sûreté de l'État, révisionnisme et idéologie génocidaire, divisionnisme et complicité dans des actes visant à renverser un gouvernement... Le gouvernement dit vouloir en finir avec cette « hooligan que les Occidentaux veulent placer à la tête du pays », et le parquet général requiert la perpétuité ...*

*Nous avons l'impression que, malgré quelques réserves çà et là, la Communauté internationale soutient toujours ce régime dictatorial, sans trop exiger en retour. L'opposition n'est pas suffisamment soutenue dans son combat pour l'État de droit et la démocratie. Régulièrement accusée par le régime d'avoir soutenu l'ancien gouvernement, la France n'ose plus se montrer critique. Elle semble être aux abonnés absents. La Belgique, l'ancienne puissance de tutelle, semble elle aussi hantée par le retrait de ses militaires au début du génocide. Pour des intérêts de très court terme, d'autres puissances ne semblent pas avoir pris la mesure de la gravité de la situation ... »*

Bon dieu, cet intellectuel rwandais se met à nu en invoquant ces deux puissances européennes et leur contribution criminelle ; l'une, ethnoïdologique depuis les temps du colonialisme (Belgique) ; l'autre, organisationnelle en matière de mise en place des structures et dispositions permettant la commission de ce génocide ; tout ceci pour des intérêts stratégiques (France). Et puis, ce politicien qui veut revenir aux affaires n'était-il pas (lui et/ou ses collègues de la direction FDU et les autres) un leader d'opinion au moment de la commission des fautes politiques au Rwanda par la France officielle méditerranéenne et le Rwanda du général HABYARIMANA Juvénal ? Or on sait la force et capacité d'influence durant la période de préparation du génocide des Tutsi de la part du leader d'opinion, soit-il enseignant ou membre du personnel médical du village d'à côté jusqu'au prêtre de

la toute puissante paroisse d'où s'irradiaient toutes les vertus ou ordres bénis sur les brebis de Dieu, ses paroissiens.

Le grand docteur Emmanuel MWISENEZA n'a rien du profil du politicien intellectuel qui peut compatir avec le peuple en proposant des alternatives claires à un pouvoir 'autocratique' de Kagame. La question lui étant posée par VALEURS ACTUELLES, il est surpris au point qu'il ne lui vient à l'esprit que :

*« Au moment où la communauté internationale se mobilise contre certains dictateurs, l'opposition rwandaise aurait aimé plus de soutien. Les condamnations des assassinats de journalistes ou d'hommes politiques restent très timides. Les crimes avérés contre l'humanité, révélés par le rapport d'enquête et d'évaluation du Haut Commissariat des droits de l'homme de l'Onu sur les violations graves perpétrées au Zaïre puis en RDC, entre mars 1993 et juin 2003, ne sont condamnés que du bout des lèvres. Ce régime conserve des soutiens inconditionnels qui, même devant l'évidence, refusent d'ouvrir les yeux.*

*Notre combat se poursuivra jusqu'à la libération de Victoire Ingabire. Nous continuerons aussi de demander l'enregistrement de notre formation, la reconnaissance de l'opposition, la révision de la Constitution, la définition claire de certaines accusations utilisées à tort et à travers pour museler l'opposition. Nous demandons le droit de mémoire pour tous, une justice équitable et la réconciliation nationale, qui doit commencer par un vrai dialogue inter-rwandais... »*

Le pauvre politicien ne comprend donc pas que ce régime KAGAME tient à cœur à l'Occident pour sa célérité dans la reconstruction des infrastructures socio économiques détruites par les hordes des Huns rwandais, pour le fait qu'il va loin et se conforme aux règles tacites du capitalisme mondial qui protège les intérêts de ces puissances-là. Le régime actuel ne peut que commettre des violations des droits politiques de ceux-là qui se dressent contre son chemin. Pourquoi ? Il a décidé de se déclarer trop à droite. Politiquement cela est accepté et ce n'est pas l'Occident qui dira le contraire car il est passé par cette étape. Il faut par contre plaindre l'opposition creuse rwandaise qui ne sait pas se positionner autrement. Ce n'est que d'elle, si elle pouvait jouer franc jeu, avec une position idéologique claire, que peut venir le projet de gouvernance démocratique du pays. Son mauvais jeu de tricheur où il mêle menace de violence et réclame de la démocratie continuera à maintenir les citoyens rwandais dans l'étroitesse de l'espace politique obsessionnellement clos par les faucons du régime en place avec la bénédiction des bailleurs de fonds internationaux qui continueront à profiter sans partage du décuplement de force et de loyauté du régime à rembourser dans les délais ses dettes arrondies de gros intérêts à cet Occident.

NDJ

Revue Hebdomadaire de la Presse Rwandaise  
-LES POINTS FOCaux-

Téléphone : +250 (0) 788 44 79 61

B.P 2938 Kigali

Compte BK n° 040-0043044-09 (Frw)

040-0202127-12 (USD)

Adresse e-mail: [ndayrw@yahoo.com](mailto:ndayrw@yahoo.com)

## CONTRAT D'ABONNEMENT

Nom : .....

Adresse:    **B.P.:**.....

**Tél.:**.....

**E-mail:**.....

**Je désire m'abonner à La Revue de Presse Hebdomadaire LES POINTS FOCaux**

Pour une période de :

3 mois

6 mois

1 an

125\$

250\$

500\$

La livraison de la revue se fera par

e--mail

Autre moyen

(à spécifier par l'abonné)

Je souscris à l'abonnement de .....(mois et année)

à .....(mois et année)

Je réglerai ma facture :

à mon office

Par versement au compte B K n° 040-43044-09 (FRW) / 02 02 127 (USD)

Au siège de Les Points Focaux

**Les termes du présent contrat doivent être honorés par l'abonné en s'acquittant de ses frais d'abonnement à l'avance selon la période souscrite et par la Direction de Les Points Focaux en livrant son produit périodiquement et dans les délais selon les termes du présent contrat.**

**Fait à ..... le...../...../.....**

Signature de la Direction de Les Points Focaux

Signature de l'Abonné